



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

calamités agricoles

Question au Gouvernement n° 3265

Texte de la question

CONSÉQUENCES DE LA SÉCHERESSE POUR LES AGRICULTEURS

M. le président. La parole est à M. Claude Leterre, pour le groupe Nouveau Centre.

M. Claude Leterre. Ma question s'adresse au ministre de l'agriculture et concerne les conséquences de la sécheresse.

En effet, depuis le début du printemps, la situation s'aggrave : les niveaux des pluies sont très en dessous de la normale saisonnière - -35 % -, une chaleur exceptionnelle s'est emparée de notre pays - +4°C par rapport à la normale saisonnière -, les nappes phréatiques sont basses et le président Santini ne dort plus ! (*Sourires.*)

Aussi, le Nouveau Centre tient-il à vous alerter sur les difficultés qui attendent les agriculteurs.

Avril a été le mois le plus aride depuis 1959. Le manque d'eau se fait déjà cruellement sentir pour les agriculteurs de nos régions. Certaines récoltes sont déjà perdues, comme le lin ou l'orge de printemps ; d'autres, comme le blé, auront des rendements en baisse de 50 %. Si la pluie n'arrive pas en quantité suffisante dans les jours qui viennent, les autres cultures, les productions de fruits et légumes et les élevages vont se trouver dans une situation délicate alors qu'il y a déjà des restrictions d'eau dans trente départements.

Traditionnellement les agriculteurs prennent une assurance climat pour leur récolte. Mais ceux qui le font pour la première fois cette année se la voient refusée ou proposée à des prix exorbitants.

Les prochaines semaines vont être décisives. Monsieur le ministre, le Nouveau Centre vous pose donc trois questions. Premièrement : qu'en est-il des assurances ? Deuxièmement, les agriculteurs n'ayant pas de trésorerie pour acheter et stocker le fourrage, ne faudrait-il pas dès maintenant réaménager leur dette ? Enfin, ne faut-il pas donner la priorité de l'alimentation en eau aux agriculteurs et, pour l'avenir, leur assurer une visibilité sur les ressources en eau dont ils pourront disposer ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe NC.*)

M. le président. La parole est à M. Bruno Le Maire, ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche, de la ruralité et de l'aménagement du territoire.

M. Bruno Le Maire, *ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche, de la ruralité et de l'aménagement du territoire*. Monsieur le député Claude Leterre, nous avons un devoir de solidarité nationale envers toutes les filières agricoles touchées aujourd'hui par la sécheresse.

Avec le Premier ministre et Nathalie Kosciusko-Morizet, nous sommes pleinement mobilisés pour leur apporter les réponses concrètes qu'ils attendent. Nous avons autorisé l'utilisation des jachères pour nourrir les animaux ; nous organisons la mise à disposition des pailles pour l'alimentation des élevages qui connaissent les situations les plus graves.

En matière de contrats d'assurance, j'ai écrit aux compagnies d'assurance il y a quelques jours pour leur demander de tenir leurs engagements. Tous les contrats seront honorés.

Je demande également à toutes les banques et au médiateur du crédit de se mobiliser pour apporter des réponses concrètes à tous les exploitants agricoles qui connaissent les difficultés les plus graves.

(*Applaudissements sur les bancs du groupe NC.*) Il ne serait pas normal que nous ayons été aux côtés des banques lors de la crise financière et qu'elles ne répondent pas présent lorsque nous avons besoin d'elles pour aider les éleveurs et les exploitants agricoles. (*Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC.*)

Mais, au-delà de la solidarité nationale, les agriculteurs peuvent compter sur la solidarité européenne. J'ai

demandé hier à ce que la sécheresse soit inscrite à l'ordre du jour du Conseil des ministres de l'agriculture. J'ai obtenu que douze états membres de l'Union européenne soutiennent la France sur la demande d'un versement anticipé de la prime à la vache allaitante aux éleveurs français. Nous avons obtenu gain de cause : 80 % de la prime à la vache allaitante sera versée début octobre au lieu d'être versée en décembre. Ce sera une bouffée d'oxygène considérable pour les éleveurs français. Nous sommes aux côtés de tous les éleveurs et de tous les agriculteurs confrontés à la sécheresse.

Données clés

Auteur : [M. Claude Leteurtre](#)

Circonscription : Calvados (3^e circonscription) - Nouveau Centre

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3265

Rubrique : Agriculture

Ministère interrogé : Agriculture, alimentation, pêche, ruralité et aménagement du territoire

Ministère attributaire : Agriculture, alimentation, pêche, ruralité et aménagement du territoire

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 19 mai 2011

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 19 mai 2011